



Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT

LES NOUVELLES SUR LE TOGO EMERGENT

N° 81 DU 27 JUILLET 2017

PRIX 250F CFA AFRIQUE / 1 EURO EUROPE



LA NOUVELLE CHAÎNE
100% SPORT

A+SPORT
LA PASSION DU SPORT

DISPONIBLE
DÈS LA FORMULE ÉVASION

22 22 65 65
SPORT 24/24 APPEL LOCAL

LES BOUQUETS
CANAL+



16È FORUM ANNUEL DE L'AGOA

AGOA : Quel profit pour le Togo depuis son éligibilité en 2008 ?

Le Togo profite faiblement de l'AGOA, selon la Direction du commerce extérieur. En 2016, les exportations du Togo vers les Etats-Unis sont évaluées à 10.855 millions de dollars US, dont 134.000\$ sous AGOA, soit 1,23%. Un pourcentage jugé trop faible ! Au premier semestre de l'année 2017, le chiffre des transactions du Togo vers les USA dans le cadre de l'AGOA avoisine 3 millions de dollars US contre 207 millions de dollars pour la Côte d'Ivoire, 2611 millions de dollars US pour le Nigéria et 4109 millions de dollars US pour le Ghana. Le Togo a jugé élaborer une politique d'exportation sous AGOA. Cette politique entend accompagner le secteur privé en vue de faire de l'AGOA un levier d'intensification de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté des couches les plus vulnérables.

P.7

Tournée de Victoire Dogbé dans la région de la Kara

P.2

Des succès mais aussi des déceptions cuisantes !



Ethiopian Airlines : Une nouvelle ligne vers Bahreïn à compter du 17 août 2017



Environnement :
Le Togo se conforme au Plan de Convergence forêts de la CEDEAO



VILLAGE EVALA ÉDITION 2017 :
Les enjeux et défis des agropoles sous les feux des projecteurs



LA PROXIMITÉ, LE CHOIX DE LA POLICE



CECI EST UN MESSAGE DU MINISTÈRE
DE LA SÉCURITÉ ET DE
LA PROTECTION CIVILE

ECO FLASH

Décentralisation et Gouvernance Locale :

L'UE et l'Allemagne mobilisent 12,5 milliards FCFA au Togo



Le Togo a bénéficié d'une aide de 14 millions d'euros de l'Union européenne et de 5 millions de la coopération allemande (au total 12,5 milliards FCFA) pour la mise en œuvre de son programme de décentralisation et de gouvernance locale (ProDeGol). Ce programme s'étale sur la période 2017-2021 et doit contribuer à améliorer la gouvernance locale et l'accès des citoyens aux services municipaux dans le cadre de la nouvelle politique de décentralisation. L'UE et l'Allemagne accompagnent le Togo dans sa stratégie de renforcement de la démocratie locale. La convention a été signée le 24 juillet entre le ministre de la décentralisation et des collectivités locales, Payadouwa BoukpeSSI, l'ambassadeur de l'UE au Togo, Nicolas Berlanga Martinez et le diplomate allemand au Togo, Christoph Sanders. Les députés ont adopté en juin dernier le projet de loi relatif à la création de 116 communes dont 15 dans les savanes, 21 dans la Kara, 15 dans la centrale 32 dans les plateaux et 35 dans la maritime.

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Directeur de Publication

Joseph GADAH
(228) 90 30 85 10

Rédaction

Joseph
Ghislain
Raissa

Infographie

Katherin AFANOU-A.
(228) 92 10 17 99

Imprimerie

RAD GRAPHIC

Copyright ECO DEV
Avril 2017

TOURNÉE DE VICTOIRE DOGBÉ DANS LA RÉGION DE LA KARA

Des succès mais aussi des déceptions cuisantes !



Au niveau de son département, Victoire Tomégah Dogbé s'est donné une mission, celle de descendre de temps en temps sur le terrain pour faire le suivi de la mise en œuvre des différents projets et programmes du 17 au 19 juillet 2017.

FNFI, chapeau aux populations de la Binah ?

La ministre du Développement à la Base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a échangé avec les bénéficiaires de la Binah (35km de la Kara) sur les différents produits du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) notamment l'Accès des jeunes au service financier (AJISEF), Accès des agriculteurs au service financier (AGRISEF), et Accès des pauvres au service financier (APSEF). Il ressort de cette rencontre que dans toutes les préfectures de la région de la Kara, celle de la Binah reste en tête dans le remboursement des crédits octroyés avec un taux moyen de 94,08%. Un résultat salué par la ministre en charge du développement à la Base Victoire Tomégah Dogbé. « Dans la région de la Kara, les bénéficiaires des crédits de la Binah ont prouvé qu'ils ont compris que l'argent que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a mis à leur disposition n'est pas un cadeau et qu'ils doivent rembourser pour que d'autres qui sont dans le besoin puissent en bénéficier. Je leur tire chapeau », s'est-elle adressée aux bénéficiaires les exhortant à poursuivre le remboursement. Tour à tour, les bénéficiaires ont témoigné avec joie de comment ces différents crédits ont impacté positivement leurs activités pour ne pas dire toute leur vie, voire la communauté entière. « J'ai pris les crédits APSEF et comme j'ai bien payé, la micro-finance m'a aidé à prendre ceux d'AGRISEF parce que je paie bien. Avec ces crédits, j'ai élargi ma superficie avec de bons rendements qui me permettent de subvenir aux besoins de ma famille », a déclaré Boba Rose, l'une des bénéficiaires. Toutefois, faut-il le rappeler qu'après 3 ans et demi que le FNFI ait lancé, sur 1520 bénéficiaires pour 517 millions de francs CFA dans la Binah seulement 164 ont pris le produit AJISEF. 7170 personnes pour APSEF et 4186 ont bénéficié du crédit AGRISEF. Ce qui prouve à suffisance que les jeunes hésitent encore dans la demande des différents produits du FNFI. Après trois ans et demi, 1520 bénéficiaires pour 517 millions de francs CFA en raison de 7170 personnes pour APSEF, 4186 personnes pour AGRISEF et « seulement » 164 pour AJISEF. Ceci dénote à suffisance que les jeunes hésitent dans la demande du crédit.

Des gestionnaires de 12 PTFM récompensés

Douze (12) Plateformes multifonctionnelles (PTFM) venues des cinq (5) régions du Togo et ayant fait preuve de bonne gestion durant 24 mois ont reçues lundi à Hélot (localité située à 45 km de Kanté) dans la préfecture de la Kéran leur attestation d'autonomisation des mains du ministre en charge de l'artisanat, Victoire Tomégah Dogbé. Il s'agit notamment des Plateformes de Hélot, Sédomé, Ataguegan, Adogli, Mono, Panlayo, Guezindé, Sada 2, Akar, Nayergou haut, Pokpérik, et Babona 1. L'installation des plateformes multifonctionnelles est un projet piloté par le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB) dont l'objectif est de favoriser l'accès des localités rurales à des services énergétiques modernes, libérer les femmes des tâches pénibles et favoriser leur émancipation, créer un pôle de développement économique endogène, améliorer le niveau de vie des populations et rendre meilleur l'environnement des activités des groupes cibles. Pour le Coordonnateur du PRADEB, kodjo Agbossoumonde, le PRADEB a pour objectif d'installer 200 plateformes en 5 ans mais leur installation n'est pas la fin de la mission puisque ces dernières doivent être accompagnées à pouvoir développer les capacités de gestion d'exploitation pour une pérennisation dans les différents milieux. Ces femmes gérantes des plateformes en recevant leur attestation ont promis de redoubler d'ardeur pour pérenniser le projet. « A partir de la plateforme, nous avons appris beaucoup de choses et nous gérons de l'argent. Nous promettons de bien gérer la plateforme pour que les futures générations bénéficient des fruits et que nos localités se développent davantage », a promis Laré Timilibé, la porte-parole. Victoire Tomégah Dogbé a saisi l'occasion pour leur prodiguer d'utiles conseils allant de la bonne gestion de ces plateformes à la nécessité de rembourser les différents crédits perçus auprès des micro-finances, car ceci permettra dit-elle aux autres d'en bénéficier aussi.

Des kits d'assainissement et un centre d'écoute et de santé à Kara, Bafilo, Bassar et Kanté

Vingt-trois (23) communautés à la base des villes de Kara, Bafilo, Bassar et Kanté ont bénéficié à la « Maison des jeunes de Kara » (450km au nord de Lomé) des équipements d'assainissement pour rendre au propre leur environnement de la part du gouvernement, cérémonie couplée de la remise des kits d'artisans à 762 volontaires d'engagement citoyen dont 323 femmes de la première vague de la phase d'extension en fin de mission de quatre (4) mois.

D'une valeur de près de 15 millions de francs CFA, ces kits offerts à ces jeunes volontaires sont répartis par corps de métier notamment coiffure, couture, menuiserie aluminium, menuiserie en bois, soudure, mécanique à deux roues et tapisserie. Parmi ces 762 volontaires, 110 sont des artisans nantis de certificat d'apprentissage mais qui n'ont pas les moyens de valoriser leur métier. Avec ces kits, ces jeunes qui se doivent de valoriser et de rembourser 25% du coût d'acquisition, histoire de pérenniser le projet. Ledit centre, dédié à l'écoute et à la santé des jeunes construit à la « Maison des jeunes de Kara » a été inauguré après la remise des différents kits par le gouvernement avec l'appui financier du Fonds des nations unies pour la population (UNFPA) à 70 millions de francs CFA.

Travaux de construction du marché

de Guérin-Kouka : Une déception cuisante !

« Ce n'est pas sérieux ce que vous faites ici à Guérin-Kouka parce qu'ailleurs, le taux de réalisation des travaux est soit à 60 ou 70% et c'est vraiment déplorable ce que nous avons constaté. En tout cas, je vous prends au mot et on se donne rendez-vous ici dans deux mois pour la réception. Et le Préfet va veiller au grain pour que le délai soit strictement respecté. Tout compte fait, nous allons rendre compte au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé qui a lancé lui-même les travaux ». C'est la consigne « ferme » qu'a donné Victoire Tomégah Dogbé à l'endroit des responsables des entreprises après sa visite du chantier de construction du marché moderne de ladite localité située à 90 Km de Kara. Elle avait à ses côtés, la deuxième Vice-présidente de l'Assemblée nationale

Ibrahima Maimounatou. Les deux Dames ont exprimé leur indignation face au retard et à la lenteur dans les travaux de cette infrastructure. Elles l'ont sévèrement fait remarquer vis-à-vis des travailleurs. « Nous sommes à 41% de réalisation des travaux et si les entreprises avaient fait preuve de bonne organisation, on aurait pu dépasser ce pourcentage. Mais l'arrivée des autorités sur le site vient donner du tonus aux entreprises de se mettre au travail. Si tout va bien, les travaux vont être livrés d'ici octobre », a indiqué Eléonore Mazalo Katanga la Directrice générale de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB). Deux raisons selon elle expliquent le retard dans la construction du marché de Guérin-Kouka à savoir le refus de plusieurs entreprises d'acheter le dossier de Guérin-Kouka à cause de la distance par rapport à Lomé

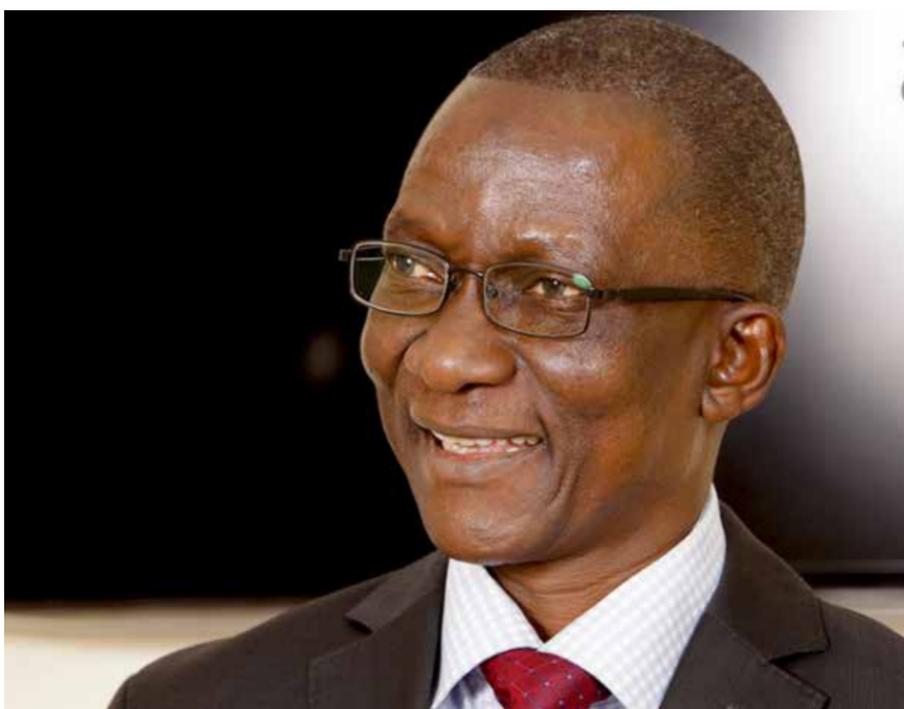
et leur mauvaise organisation dès le démarrage des travaux. Le futur marché moderne de Guérin-Kouka, dont le coût total de la construction est élevé à 450 millions de francs CFA, sera constitué de 10 hangars de type préfectoral de 60 places, 4 hangars de type cantonal de 28 places, deux blocs de 10 boutiques chacun, 1 bloc administratif, 3 magasins de stockage de 50 tonnes l'un, 1 boucherie, 2 abris de volailles, 1 bétail, 1 forage, deux blocs de latrines et un dépotoir. Lancé le 21 novembre 2016 par le Président de la République Faure Gnassingbé, la construction de ce marché à Saboudjira sur une superficie de 10 hectares s'inscrit dans le cadre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

Joseph Ahodo,



VILLAGE EVALA ÉDITION 2017 :

Les enjeux et défis des agropoles sous les feux des projecteurs



a réservé son hospitalité au ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'Hydraulique, comme invité d'honneur dans le cadre de l'édition 2017 du Village Evala, placé sous le thème « Enjeux et défis de la promotion de l'agropole au Togo ». L'agriculture occupe plus de 70% de la population et contribue pour plus de 38% au PIB national. Les agriculteurs de la région de la Kara ont été entretenus à Kara le 21 juillet sur le projet de développement des

sensibilisation s'inscrit dans le cadre de la journée dédiée au secteur agricole à la Foire du Village Evala édition 2017, du 12 au 23 juillet 2017, un lieu de rendez-vous culturel et commercial à l'occasion des festivités marquant les luttes initiatives Evala en pays Kabye. L'objectif est d'informer les agriculteurs des avantages remarquables qu'a connu le Togo dans la mise en œuvre du Programme national d'Investissement agricole et de Sécurité alimentaire (PNIASA). En

outre, expliquer au public les contours et les avantages des agropoles pour le développement socioéconomique du pays. Plusieurs communications portant sur l'état des lieux du secteur agricole : enjeux et perspectives, le plan stratégiques dans la mise en œuvre de la politique agricole, le concept d'agropole au Togo ainsi que les normes et standards exigés dans la transformation des produits agricoles. « Le PNIASA a permis au Togo de parvenir à la sécurité alimentaire et même de dégager des excédents », a laissé entendre Col. Ouro-Koura Agadazi, ministre en charge de l'agriculture. Malgré les acquis du programme, qui a fait ses preuves, il faut ajouter les agropoles afin de passer d'une agriculture familiale de subsistance à une agriculture commerciale. Pour lui, l'agropole qui consiste à proposer sur un même lieu toutes les conditions pour créer, développer et implanter les

projets agroalimentaires aura une capacité de création d'emplois sur toute la chaîne, depuis la production jusqu'à la mise sur le marché. « Un agropole est un territoire ou une unité spatiale où sont créées des conditions d'exercice d'une série d'activités économiques étroitement liées entre elles. Dans la phase pilote de la mise en œuvre du projet pour la période 2016-2020, sont retenus les bassins de l'Oti, de la Kara et le cour supérieur du bassin du Mono », a expliqué, le coordonnateur du projet, komi Djiguema. Le Togo pourra compter avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD) à la faisabilité du programme des agropoles d'ici décembre 2017 grâce à sa stratégie baptisée « Nourrir l'Afrique ». La BAD entend investir 24 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années dans l'agriculture en Afrique. Et le soutien à ce secteur comprend le développement des agropoles pour bâtir une industrie de la transformation qui fait défaut aujourd'hui. La création de technopoles agro-alimentaires serait estimée à au moins 25 milliards de Fcfa par la BAD. Plusieurs instituts d'appuis et entreprises de productions, de transformation et de commercialisation des produits agricoles ont participé à la foire.



DEUXIÈME FOIRE MADE IN TOGO**Kuéku Banka Johnson, DG CETEF « La Foire MADE IN TOGO est uniquement dédiée à l'exposition des produits d'origines togolaises... »**

Initialement prévue du 28 juillet au 07 août prochain, la deuxième édition de la foire Made in Togo s'étendra jusqu'au 11 août afin de permettre aux illustres hôtes du sommet d'AGOA de visiter et de s'imprégner de la diversité, de l'originalité et de la qualité des produits togolais. C'est l'une des innovations du Centre des expositions et foires de Lomé (CETEF) Togo 2000 en matière de promotion et de visibilité des produits du terroir.

« C'est une innovation commerciale comme tout autre, une action de promotion commerciale mais qui a cette spécificité de ne concerner que les biens et services produits sur le territoire national. Nous avons fait un constat qu'il y a pas mal de produits togolais qui ne sont pas connus du

public et comme c'est le cas, ne sont pas aussi consommés comme cela se doit par le public togolais. Et si ce n'est pas consommé, c'est tout simplement parce que les consommateurs ne connaissent pas ces produits. Il y a nos compatriotes qui ont compris aujourd'hui qu'il ne faut pas attendre la fonction publique pour se frayer le chemin dans la vie active. Ils ont eux-mêmes développé de très bons projets, que ce soit dans le domaine de la nouvelle technologie ou tout autre, dans la transformation des produits agricole », explique Kuéku Banka Johnson, DG CETEF.

Quelles sont les innovations apportées à cette deuxième édition? Le Directeur général du CETEF apporte quelques éclaircissements.

Horizon news : La « Foire in Togo » est à sa deuxième édition. Quelles sont les raisons qui sous-tendent l'organisation de cette foire ?

Kuéku Banka Johnson : Vous savez la Foire MADE IN TOGO est née d'un constat lors de la Foire Internationale de Lomé que nous

organisons. Nous avons constaté que les produits togolais sont submergés par les produits venant d'autres horizons. Seuls quelques-uns émergent. Alors nous avons jugés bon avec l'accord du Gouvernement d'organiser une foire qui mettra uniquement en avant les produits togolais et c'est ainsi que la Foire Made In Togo est née.

En Quoi la « Foire Made In Togo » est-elle différente de la Foire internationale de Lomé ?

La Foire MADE IN TOGO est uniquement dédiée à l'exposition des produits d'origines togolaises de tous les secteurs d'activité économique. Elle se veut promotrice des produits issus de la transformation, de l'artisanat, des services, de l'agriculture, de l'élevage, du tourisme. Un accent particulier est mis pour la promotion des jeunes entrepreneurs et des artisans ; Tandis que la Foire Internationale de Lomé fait intervenir d'autres produits, donc d'autres pays qui y participent.

Quels sont les opportunités que vous offrez aux participants ?

La Foire Made In Togo donne l'occasion

aux exposants de présenter leurs produits aux visiteurs, particulièrement aux touristes et à la diaspora, d'échanger des contacts d'affaires et de nouer de nouveaux partenariats.

Ainsi elle encourage : l'entrepreneuriat dans le domaine de la transformation; la promotion, la production et la consommation des biens et services d'origine togolaise de tous les secteurs d'activités économiques ; la valorisation du métier de l'artisanat togolais ; le génie créatif dans tous les secteurs d'activité.

Quels résultats le CETEF-LOME attend de cette Foire ?

Avoir minimum 150.000 visiteurs et 100 exposants pour cette 2ème édition.

Votre mot de fin

Je vous remercie pour l'intérêt que vous portez aux différentes manifestations du CETEF-LOME. Aux visiteurs nous vous disons faites massivement le déplacement pour venir découvrir les produits de chez nous.

Propos recueillis par Joseph GADAH

COMMUNIQUE FOIRE MADE IN TOGO Du 28 Juillet au 11 Août 2017

Afin de permettre aux participants au Forum AGOA venus des Etats-Unis, et de 37 pays d'Afrique de visiter la Foire Made In Togo les 09 et 10 août 2017, le Centre

Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-LOME) porte à la connaissance des partenaires, exposants et visiteurs que cette manifestation initialement prévue

du 28 juillet au 07 août prochain, s'étendra jusqu'au 11 août 2017. Le CETEF-LOME invite par ailleurs le public à effectuer nombreux le déplacement sur le site de Togo 2000

pour apprécier les produits de nos jeunes entrepreneurs qui s'attèlent à valoriser les produits locaux.

La Direction

PORT AUTONOME DE LOMÉ: LES ACTIVITÉS ONT TOURNÉ AU RALENTI EN 2016

« Pour l'année 2016, le Port autonome de Lomé a traité près de 14 millions de tonnes de marchandises. Un résultat en recul par rapport à l'année 2015 avec plus de 15 millions de tonnes de fret traitées. Une baisse liée à des multiples facteurs dont le principal est « l'application du règlement 14 » de l'UEMOA interdisant la surcharge des camions », a expliqué, le Contre-Amiral ADEGNON, le Directeur général du Port autonome de Lomé. « Cette application a fait que les opérateurs économiques

ont préféré aller dans les autres ports de la sous-région. Certains pensent qu'en prenant beaucoup de marchandises dans un seul camion, ils peuvent gagner plus, alors que ce règlement était destiné à préserver leurs véhicules et l'état de nos routes mais l'Etat togolais est en train d'apporter des améliorations à la situation ce qui aura pour effet l'amélioration des résultats du PAL pour le compte de l'année 2017 », a-t-il indiqué. Déjà, les activités portuaires sont en croissance ces derniers mois au Togo.

Avant la fin de l'année, le Port autonome de Lomé attend traiter plus de 16 millions de tonnes de marchandises. Le nombre de conteneurs déchargés au cours des quatre premiers mois de l'année au Port autonome de Lomé est de 5 millions de tonnes essentiellement destinés aux pays de l'hinterland (Niger, Burkina Faso, Mali...). Le Port autonome de Lomé est classé en deuxième position en Afrique des ports pouvant accueillir de gros navires de dernière génération après l'Afrique du Sud. C'est un avantage

que le Togo a sur les autres pays africains comme le Ghana, le Sénégal. De grands projets en instance de réalisation sont annoncés pour permettre au port de Lomé d'être plus efficace comme la délocalisation du port de pêche hors de la zone du port de Lomé, l'aménagement des voies de desserte, la réhabilitation, l'extension et la modernisation du quai minéralier, l'aménagement d'un port sec à l'intérieur du pays, la construction d'un chemin de fer devant parcourir tout le Togo. Le port autonome de Lomé

veut se positionner comme un hub de la sous-région. Plaque tournante d'un vaste réseau de distribution, le Port de Lomé offre une étendue de services portuaires uniques et compétitifs. Par sa situation géographique régionale exceptionnelle, le Port est le bras de mer des pays du Sahel. Le Port Autonome de Lomé est le seul port en eau profonde de la sous-région possédant un ensemble

Komi KAMASSAN

ECONOMIE

Les défis de croissances économiques : Comment l'Afrique se porte?

CAMEROUN : LA BID OCTROIE 7,6 MILLIARDS AU SYSTÈME NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE

La Banque islamique de développement (BID), a financé le Cameroun d'un montant total de plus de 7,6 milliards FCFA, destinés au financement du projet de renforcement du système national de transfusion sanguine (PNTS). Lancé en décembre 2013, le projet a pour but de collecter du sang sur l'ensemble du territoire national en vue d'une meilleure répartition dans

les structures sanitaires du pays. Plus spécifiquement, il s'agit de collecter 400.000 poches de sang, nécessaires pour répondre à la demande annuelle. Outil opérationnel du gouvernement en matière de transfusion sanguine, le PNTS participe à l'élaboration de la politique nationale en la matière.

CÔTE D'IVOIRE : LE FORUM DE LA RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE SE TIENDRA DU 4 AU 8 SEPTEMBRE 2017

La Côte d'Ivoire sera le premier pays africain francophone à abriter le Forum de la révolution verte en Afrique du 4 au 8 septembre 2017. La Côte d'Ivoire est saluée en tant que leader qui a su mettre l'agriculture au centre de la transformation économique. Elle compte parmi le peu de pays africains qui ont réalisé les plus importants investissements dans l'agriculture, ce qui a entraîné une augmentation considérable de la productivité agricole et de la performance économique globale. Avec pour thème « Accélérer la marche de l'Afrique vers la prospérité : Contribuer à la croissance d'économies inclusives et à la création d'emplois à travers l'agriculture », l'AGRF édition 2017 permettra aux participants de faire valoir les progrès réalisés actuellement

au titre de l'agenda de transformation agricole de l'Afrique ainsi que d'amplifier les engagements politiques, stratégiques et financiers nécessaires à la réalisation de la Déclaration de Malabo et de l'agenda mondial relatif aux objectifs de développement durable (ODD). Le Forum analysera également les innovations et les interventions sur le terrain afin de s'assurer que les petits exploitants agricoles et les petites entreprises agricoles constituent les principaux moteurs et bénéficiaires de la transformation du secteur agricole en Afrique. Le Forum examinera en outre la manière dont les gouvernements, les entreprises et les autres partenaires tiennent leurs engagements politiques, stratégiques et financiers d'un montant de plus de 30 milliards \$ pris lors de l'édition 2016 de Nairobi.

ETHIOPIAN AIRLINES : UNE NOUVELLE LIGNE VERS BAHREÏN À COMPTER DU 17 AOÛT 2017

Le Groupe aérien le plus important d'Afrique, Ethiopian Airlines, annonce le lancement d'une nouvelle ligne à destination de Bahreïn, à compter du 17 août 2017, avec la dernière nouvelle génération du B737-800 avec Sky Intérieur (un éclairage LED, des sièges en cuir écologique, etc.). Bahreïn, une nation composée de plus de 30 îles dans le Golfe persique, a été au centre des principales routes commerciales depuis très longtemps, avec une économie croissante au cours de la dernière décennie. « Avec les relations commerciales florissantes entre l'Éthiopie et les pays du Golfe, la disponibilité de services de transport aérien efficaces jouera certainement un rôle formidable pour assurer des

déplacements pratiques des personnes et des services d'import-export », a expliqué le Directeur Général du Groupe, M. Tewolde GebreMariam. « Notre présence à Bahreïn remonte aux années 1970 et nous sommes heureux d'être de retour avec trois vols hebdomadaires planifiés. À l'heure actuelle, Ethiopian vole vers les principales villes du Moyen-Orient, notamment : Beyrouth, Dammam, Doha, Djeddah, Koweït, Dubaï, Madinah, Muscat, Riyad et Sharjah ». Rien qu'en 2017, de nouvelles destinations comme Victoria Falls, Antananarive, Oslo, Chengdu, Singapour, la Guinée, Windhoek, Moroni, ainsi que des destinations de fret comme Ahmedabad, une cinquième passerelle de fret en

Inde, Milan et Saragosse ont rejoint le vaste réseau mondial d'Ethiopian. Ethiopian exploite actuellement la flotte la plus jeune et la plus avancée sur le plan technologique de l'industrie, avec un âge moyen de la flotte de moins de cinq ans.

AFRUIBANA : UNE ASSOCIATION POUR LES PRODUCTEURS AFRICAINS DE FRUITS

Une association de producteurs et d'exportateurs de fruits du Cameroun, de Côte d'Ivoire et du Ghana a vu le jour le 19 juillet à Bruxelles. AFRUIBANA, association de droit camerounais, regroupe plusieurs représentants de producteurs et d'exportateurs de différents pays subsahariens, notamment l'Association bananière du Cameroun (Assobacam) ou encore l'Organisation des producteurs-exportateurs de bananes, d'ananas, de mangues et autres fruits de Côte d'Ivoire (Obamci). AFRUIBANA est une plateforme ouverte qui a vocation à rassembler les intérêts de la filière fruiticole en Afrique. Plusieurs rendez-vous importants vont occuper l'agenda

institutionnel d'AFRUIBANA dans les prochains mois, comme le Sommet UE-Afrique d'Abidjan fin novembre 2017, avec l'adoption d'une nouvelle feuille de route pour les relations entre les deux entités, la préparation de l'Accord post-Cotonou à partir de janvier 2018, ou encore les clauses de rendez-vous entre l'UE et les producteurs latino-américains au cours du premier trimestre 2018. En Côte d'Ivoire et au Cameroun, les filières de la banane emploient plus de 15 000 personnes, ce qui représente dans chacun des pays près de 50 000 emplois indirects. Les deux pays ont produit près de 600 000 tonnes de bananes en 2016.

BÉNIN : 27,2 MILLIARDS FCFA CONSACRÉS AUX CANTINES SCOLAIRES SUR CINQ ANS

Le gouvernement béninois consacrera une enveloppe budgétaire de 27,2 milliards de francs Cfa à la mise en place du système de cantines scolaires sur les cinq prochaines années. L'initiative sera mise en œuvre par le Programme alimentaire mondial (PAM) et couvrira les 12 départements du pays. Elle permettra de fournir un repas journalier à 351 109 enfants

provenant de zones défavorisées et répartis à travers 1 574 écoles primaires publiques. Ce dispositif sera effectif à partir de la rentrée 2017/2018, s'ouvrant en septembre prochain, et bénéficiera d'une première tranche de 3,4 milliards de francs Cfa du Ministère de l'Economie et des Finances.

BANQUE MONDIALE : MOBILISER PLUS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS EN FAVEUR DES FEMMES ENTREPRENEURS

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé, à l'occasion du sommet des dirigeants du G20, la création d'un nouveau dispositif de financement visant à mobiliser plus d'un milliard de dollars pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin et aider à accroître l'accès des femmes des pays en développement aux financements, marchés et réseaux dont elles ont besoin pour assurer le démarrage et la prospérité de leurs entreprises. Pays initiateur de l'idée de ce dispositif, les États-Unis en seront un membre fondateur aux côtés d'autres pays donateurs. « Cet incroyable dispositif aura un impact énorme sur le développement

économique des femmes dans le monde », déclare le Président des États-Unis Donald Trump. « Il contribuera à créer davantage de possibilités et à stimuler la croissance économique, notamment en aidant à lever les obstacles uniques auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs. Je suis fier de la contribution des États-Unis à conduire les efforts qui sous-tendent cette initiative sans précédent ». À l'échelle mondiale, l'on estime à 30 % la proportion d'entreprises formelles dûment enregistrées qui appartiennent à des femmes.

L'AGENCE RÉGIONALE POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION (ARAA)

Quel bilan après quatre années d'existence ?

L'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) est lancée en septembre 2013 et a pour siège Lomé. L'ARAA, est chargée d'assurer l'exécution technique des programmes et plans d'investissement régionaux concourant à l'opérationnalisation de la politique agricole régionale en s'appuyant sur les institutions, organismes et acteurs régionaux disposant de compétences avérées.

Quatre années après, l'ARAA a fait d'énormes progrès dans l'exécution de son mandat avec l'appui des partenaires. Selon les explications du directeur exécutif de l'ARAA, Ousseini Salifou, la principale réalisation de l'Agence à ce jour, est la coordination de la mise en œuvre de 9 projets régionaux d'un coût de 113 millions de dollars américains. Deux de ces projets ont permis, à travers des appels à propositions de projets dans les Etats membres de la Cedeao, la sélection de 34 projets terrain en cours de réalisation. Au nombre des acquis sur le terrain, on peut citer entre autres,

l'opérationnalisation de la Réserve régionale de sécurité alimentaire avec un premier achat de 11 250 tonnes de céréales en cours de stockage au Burkina Faso, au Ghana, au Niger et au Nigeria. Cette opération a permis l'intervention en soutien aux populations du Nord Est du Nigeria en proie à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : 1130 tonnes de céréales ont déjà été livrées et à terme environ 1650 tonnes prévues. Un deuxième achat de 21 000 tonnes de céréales est actuellement en cours avec pour but d'atteindre d'ici à 8 ans, 411 000 tonnes. Le renforcement de capacités des cadres des 15 Etats membres de la Cedeao sur la formulation des projets, les changements climatiques

en agriculture et les filets sociaux de sécurité, ainsi que des formations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en collaboration avec le Centre Régional Agrhyment du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), constituent aussi des acquis de l'ARAA.

D'autres réalisations de l'Agence portent sur l'appui aux Etats membres dans l'amélioration de la surveillance des vergers (manguiers) ; la recherche, le renforcement des capacités et la lutte contre les mouches des fruits dans près d'une dizaine de ces Etats ; l'appui aux pays dans la prise en compte de la nutrition, la protection sociale et le droit à l'alimentation dans les documents de politique ; la réalisation d'études de

capitalisation sur la promotion de l'emploi des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral ; et le renforcement des capacités des organisations des producteurs au niveau régional. Après quatre années d'opérationnalisation, il ressort que l'ARAA est en phase avec la réalisation de la mission qui lui a été confiée. Toutefois, deux défis majeurs demeurent : la contribution effective de la Cedeao aux cofinancements des projets et programmes, et l'opérationnalisation du Fonds régional pour le financement de l'agriculture (ECOWADF).

Karl DOUMA

ENVIRONNEMENT

LE TOGO SE CONFORME AU PLAN DE CONVERGENCE FORÊTS DE LA CEDEAO



Selon les données cartographie et de l'inventaire forestier national réalisés en 2015, le Togo dispose actuellement de 24,24% de couverture forestière nationale. Néanmoins, il est prouvé que les forêts togolaises font l'objet d'une dégradation très avancées en termes de qualité et de productivité. 3000 hectares de reboisement privés et étatiques sont réalisés chaque

année contre une perte annuelle d'environ 15000 hectares de forêts. Il est impératif de mettre en place des actions de reboisement, de réhabilitation de terres dégradées, de protection de conservation des ressources fauniques et la biodiversité.

Face aux effets néfastes de la dégradation des forêts et du changement climatique qui affectent les écosystèmes forestiers, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) envisage mettre des plans nationaux d'investissement forestier dans les pays membres et doter la sous-région d'un plan régional pour les forêts dans l'esprit du Plan de Convergence adopté en Septembre 2013. « Le plan de convergence est de fédérer les efforts en vue d'une

gestion concertée et durable des écosystèmes forestiers de l'Afrique de l'ouest, en vue de contribuer à l'accomplissement de la gestion durable des forêts et des ODD », a rappelé Moussa Lecko, Chef division forêt CEDEAO. Le Togo dans cette perspective, procède à des discussions de fond, utiles au consensus national, sur les actions prioritaires à retenir dans le « Programme National d'Investissement Forestier ». « L'objectif est d'harmoniser les actions entre les différents Ministères et Organismes de développement, en vue de répondre aux aspirations de la population à la base et celles de la CEDEAO », a expliqué, SAMAH Boundjou, le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières.

Les autorités togolaises doivent convenir d'une feuille de route pour une meilleure approche de mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre adéquate du plan d'investissement. Le Togo peut compter sur l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avec son appui financier. Déjà, la FAO a soutenu le pays a disposé depuis mars 2017, un Programme National de Reboisement pour parvenir à reboiser et mieux gérer au moins 300 000 ha de forêt d'ici à l'horizon 2022. La revue du Plan d'Investissement Forestier du Togo organisée du 24 au 25 juillet, est soutenue par la FAO.

Jules FATAO



ADIDOADIN À SA NOUVELLE AGENCE UTB

L'Union Togolaise de Banque (UTB) a inauguré sa nouvelle agence sise à Adidoadin de la réserve de la gendarmerie dans l'immeuble Ramco. Le réseau des agences UTB s'élargi à 47 disséminées sur



toute l'étendue du territoire national. « UTB recherche toujours une plus grande proximité avec ses clients pour apporter un service de qualité répondant aux mieux et sur mesure à leurs besoins réels grâce à une écoute, une imagination créatrice de solutions et une réactivité de premier ordre », a expliqué Patrick Mestrallet, le Directeur Général de l'UTB. La banque offre les services comme les guichets automatiques disponibles 24h/24h et 7

jrs/7, le sms banking pour les opérations des comptes, l'UTB E BOX pour consulter le relevé bancaire en temps réel sur ordinateur, la banque assurance, le transfert d'argent, western union, money gram, RIA, WARI... Créée en juin 1964, l'UTB avec un capital de 10 milliards FCFA est une des institutions clés du système bancaire togolais. L'Etat est l'unique actionnaire.

16È FORUM ANNUEL DE L'AGOA

AGOA : Quel profit pour le Togo depuis son éligibilité en 2008 ?



AGOA (African Growth and Opportunity Act) est un système de libre-échange, accordé par les Etats-Unis à une quarantaine de pays africains qui peuvent exporter leurs produits vers le marché américain, sans payer de taxe. Mis en place en 2000, l'AGOA a été renouvelé en septembre 2015 par le président Barack Obama pour une période de 10 ans. Mais son bilan reste mitigé comme l'explique Carlos Lopes, le secrétaire général de l'UNECA, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. « Nous pouvons déjà classer l'AGOA comme une expression de bonne volonté politique de la part des Etats-Unis à l'égard de l'Afrique, mais on ne peut pas dire que le bilan est très positif ». Pour corriger les quelques tares et renforcer cette

relation commerciale, que du 08 au 10 août prochain, le Togo accueille le 16è Forum annuel de l'AGOA, placé sous le thème: «Les Etats-Unis et l'Afrique: Partenariat pour la Prospérité à travers le Commerce». Sont attendus 1000 délégués venus de 38 pays africains.

Comment le Togo se prépare à ce forum ?

Le Togo pays hôte se prépare activement et tout est presque prêt à en croire Dédé Ahoéfa Ekoué, la présidente du comité national d'organisation de ce forum. Les Hommes et femmes producteurs et exportateurs regroupés au sein du Programme d'Entrepreneuriat des Femmes africaines (AWEP) Togo, en marge de ce rendez-vous d'affaires, ont organisé sur toute l'étendue du territoire national, un road show, pour se vendre. Déjà, du 13 juin au 24 juillet 2017, ils ont eu à parcourir quartiers et villes du Togo, de Lomé à Dapaong pour des séances d'informations, d'échanges mais aussi des ateliers dits de proximité. « Il s'agit pour nous, d'une activité pour mobiliser et sensibiliser sur le forum AGOA mais aussi, parler intensément des normes et des produits de qualité qui peuvent être exportés sur le marché américain », a expliqué, Sylvie Tete-Benissan, présidente d'Awep Togo. De son côté, la Chambre du commerce et d'industrie du Togo (CCIT) a lancé une tournée nationale de sensibilisation et d'information auprès des opérateurs économiques de l'intérieur du pays ; «L'AGOA est une

force pour booster nos exportations c'est pourquoi une campagne nationale d'information auprès des chambres consulaires régionales s'inscrit dans la mobilisation des opérateurs économiques », a déclaré ce jeudi Germain Meba, du CCIT. Le gouvernement togolais en ce qui le concerne, pour mieux disposer de toutes les informations utiles sur ce forum, il a été mis sur la toile : www.agoa-togo.tg où on peut y trouver les renseignements pratiques sur les opportunités économiques, le tourisme au Togo. Sont disponibles également des informations sur l'AgOA, les différents fora, les pays exportateurs, la liste des pays éligibles ! Les participants intéressés peuvent se rendre sur le site et remplir le formulaire d'accréditation .

Quel profit pour le Togo depuis son éligibilité en 2008 ?

Le Togo profite faiblement de l'AGOA, selon la Direction du commerce extérieur. En 2016, les exportations du Togo vers les Etats-Unis sont évaluées à 10.855 millions de dollars US, dont 134.000\$ sous AGOA, soit 1,23%. Un pourcentage jugé trop faible ! Au premier semestre de l'année 2017, le chiffre des transactions du Togo vers les USA dans le cadre de l'AGOA avoisine 3 millions de dollars US contre 207 millions de dollars pour la Côte d'Ivoire, 2611 millions de dollars US pour le Nigéria et 4109 millions de dollars US pour le Ghana.

Face à ces données peu encourageantes, en prélude au Forum, le Togo a jugé

élaborer une politique d'exportation sous AGOA. Cette politique entend accompagner le secteur privé en vue de faire de l'AGOA un levier d'intensification de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté des couches les plus vulnérables. Le Togo se réveille tardivement car ayant tout simplement manqué les nombreuses opportunités estimés à 356 mille dollars US (pour les légumes, les sacs à main, le couscous), le manque d'informations des opérateurs économiques sur ces opportunités qu'offre le marché américain.

La présidente du comité national d'organisation de ce forum, Dédé Ahoéfa Ekoué en est bien consciente de la situation ! Pour rattraper le retard, l'un des défis du Togo face à la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique, selon elle, est d'augmenter les exportations afin de tirer un maximum d'avantages. « Le Togo veut passer par le canal d'AGOA pour générer d'emplois au sein de sa population jeune, a-t-elle indiqué, soulignant la nécessité de disposer d'une politique sur l'accroissement des exportations vers les USA sous le régime AGOA. Selon des chiffres fournis par la West Africa Trade and Investment hub, une institution des USA, le montant des transactions du Togo vers les Etats Unis d'Amérique, sous la bannière AGOA est de 14 211 millions de dollars US. Les causes de la faible exportation du Togo sous AGOA, selon Lotfi Kourdali, Directeur adjoint de programme au

bureau du Trade Hub, se résument au déficit d'une politique précise, l'absence de transformation locale des produits, le manque de diversification des filières à l'exportation, la barrière linguistique et la concentration des exportations vers l'UE. « Il est important que le Togo identifie des secteurs ou filières clés pour maximiser les actions tout en tenant compte de la demande du marché américain », a suggéré Lotfi Kourdali. Dans cette politique, en outre, 6500 produits bénéficient de franchise de droit de douane notamment les produits agricoles (mangues, miel, tapioca, ananas, bananes et plantain séchées, kola, farine de légumes, farine de graines oléagineuses...), le secteur minier et l'artisanat (des produits textiles ; tels que les vêtements, étoffe tissée en coton, les chaussures, sacs à main en cuir...).

Principaux produits exportés sur les Etats Unis en 2015 :

Perruques, fausses barbes, sourcils et cils (7,1 millions de dollars US), noix de cajou (2,2 millions de dollars US), savon et détergents (795 mille dollars US), huile de noix karité probablement (241 mille dollars US), huile de copra (226 mille dollars US), reptiles y compris des serpents (225 mille dollars US), paniers et sacs en matière végétale (209 mille dollars US), fèves de cacao (319 mille dollars US en 2016).

Karl AKibaho

BOOM DÉMOGRAPHIE : OBJECTIF DE 03 ENFANTS MAXIMUM PAR FEMME D'ICI 2030 EN AFRIQUE

Les parlementaires de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Mauritanie et du Tchad ont affirmé de vouloir limiter à trois le nombre d'enfants par femme afin de faire baisser de moitié, d'ici 2030, le taux de fécondité le plus élevé au monde. « D'ici 2030, les parlements devaient inciter les gouvernements à mettre en place des politiques tendant à faire en sorte que chaque femme (...) ait au plus trois enfants pour maîtriser le

boom démographique », a déclaré le président du Parlement burkinabè, Salifou Diallo, à Ouagadougou. Avec un taux de fécondité général de 5,6 enfants par femme, le plus élevé au monde, la population de l'espace CEDEAO se situera, en 2050, autour d'un milliard d'habitants, dont la moitié sera constituée de jeunes, selon les Nations unies. « Nous estimons que quand on a des taux de croissance économique des pays qui est de l'ordre de 5 à 6% avec un taux de

fécondité située à 6 ou 7%, nous sommes dans une situation de démographie non maîtrisée et nous ne pouvons pas espérer de développement avec une telle situation », a martelé M. Diallo. Selon lui, « il est urgent de contenir la poussée démographique dans l'espace CEDEAO pour promouvoir un réel développement viable et durable ».

VISITEZ VOTRE SITE WEB



www.republiquetogolaise.com
Application mobile : Togo officiel

